Le XIIe congrès forestier mondial.

Christian Barthod

► To cite this version:

Christian Barthod. Le XIIe congrès forestier mondial.. Revue forestière française, 2003, 55 (6), pp.511-522. 10.4267/2042/5210 . hal-03449472

HAL Id: hal-03449472

<https://hal.science/hal-03449472>

Submitted on 25 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE XII^e CONGRÈS FORESTIER MONDIAL

CHRISTIAN BARTHOD

Le XII^e Congrès forestier mondial, organisé conjointement par l'OAA/FAO et le Canada, a réuni 4 061 personnes venant de 144 pays, à Québec, du 21 au 28 septembre 2003, autour du thème **“La forêt, source de vie”**, et de ses trois sous-thèmes “Des forêts pour les gens”, “Des forêts pour la planète” et “Des gens et des forêts en harmonie”. Sur l'ensemble des participants au congrès, 13 % venaient du secteur privé, 17 % des organisations non gouvernementales (ONG), 28 % du secteur de la recherche et de l'éducation, et 42 % du reste du secteur public et para-public.

L'organisation en a été remarquable, au point qu'il est difficile d'imaginer pouvoir faire mieux lors du prochain congrès. Outre un respect scrupuleux du temps imparti aux conférenciers, qui a permis de donner une large place aux débats avec la salle, la principale innovation a résidé dans le fait d'inviter tous les congressistes qui le souhaitaient (1 096) à travailler une journée entière par groupe éco-régional, par groupe linguistique et par tables rondes de 8 à 12 personnes, pour tenter d'identifier les principales caractéristiques souhaitées de la foresterie à échéance de 2021 (XV^e Congrès forestier mondial) et les stratégies à mettre en œuvre d'ici 2009 (XIII^e Congrès forestier mondial) pour permettre l'émergence de cette “vision”. Cette initiative a été vraiment appréciée, et les débats ont été animés et approfondis, soudant les gens au-delà des appartenances nationales, des affinités et des spécialités professionnelles.

La délégation française comptait 73 personnes et avait produit environ 40 contributions écrites, dont trois mémoires généraux ou spéciaux et dix autres contributions volontaires jugées assez intéressantes pour être présentées en session, donnant ainsi une bonne visibilité aux analyses, expériences et idées françaises. Un stand “France”, commun à tous les ministères et organismes représentés au congrès, a été très apprécié. Le ministère chargé des Forêts a également organisé un événement parallèle au congrès, sur le thème « *Gestion forestière et développement durable des territoires* », présentant l'action forestière des parcs naturels régionaux, les chartes forestières de territoire (loi du 9 juillet 2001) et l'organisation de la défense des forêts contre l'incendie.

DEUX REMARQUES PRÉLIMINAIRES

- Durant tout ce congrès, aussi bien dans les communications retenues et questions de la salle que dans les débats du groupe de rédaction de “l'énoncé final du congrès”, il a été manifeste qu'il existe actuellement une certaine gêne à parler des industries du bois, de la part des grands pays industrialisés, mais aussi des gros producteurs de bois asiatiques et africains. Ceux-ci sont pourtant très conscients des enjeux mais ils considèrent qu'en l'absence d'innovations fortes,

moins on en parle et moins on prête le flanc à l'accusation par les ONG d'une politique forestière dictée par l'industrie.

Les forestiers européens sont clairement ceux qui éprouvent le moins de complexes à assumer un lien structurant entre gestion durable et compétitivité de la filière de production, de récolte, de transformation et de valorisation du bois. Les forestiers des autres continents semblent préférer se limiter à aborder cette problématique de façon détournée, par le seul canal de la promotion des plantations forestières intensives, réputées de nature à alléger la pression sur les forêts naturelles et sub-naturelles. Le climat actuel, politiquement difficile et médiatiquement polémique⁽¹⁾, au Canada mais plus encore au Québec, dans un contexte de forte rigueur budgétaire, du débat sur l'incapacité gouvernementale à apporter la preuve d'une gestion durable des forêts québécoises⁽²⁾ et sur la "cogestion" de fait de la politique forestière avec les industriels du bois concessionnaires des forêts publiques, explique certainement en partie le profil très bas des organisateurs du congrès sur cette question.

- Il faut noter la faible place des communications traitant des innovations scientifiques et techniques au cours des années récentes. Ceci s'explique probablement en grande partie par le fait que les congrès de l'IUFRO (Union internationale des Organisations de Recherche forestière) "occupent ce terrain", même s'il est possible de regretter le déficit afférent de réflexion du secteur forestier quant aux évolutions probables, souhaitables ou redoutées, découlant de ces innovations scientifiques et techniques. Il faut noter le glissement progressif et constant des congrès forestiers mondiaux successifs, depuis celui de Mexico (1985), vers un positionnement privilégiant de plus en plus les approches politiques, sociales et culturelles, ainsi que les dynamiques intersectorielles.

Un tel glissement, s'il devait être assumé et non plus seulement constaté, poserait aux organisateurs du prochain congrès forestier mondial la question d'intégrer, dans les interventions liminaires, des orateurs spécialistes des questions politiques, démographiques, économiques, sociales et culturelles, afin de mieux dessiner l'arrière-plan des débats propres au secteur forestier. La problématique des approches intersectorielles invite parallèlement à envisager de donner la parole à des spécialistes des autres secteurs avec lesquels le secteur forestier identifie de plus en plus des liens évidents de solidarité ou des lieux de conflit. Le principal risque qui menace les congrès forestiers mondiaux semble en effet actuellement résider dans l'envahissement des réflexions forestières par les discours "politiquement corrects", génériques mais vagues, rapidement paralysants aux niveaux de l'analyse et de l'opérationnalité.

TONALITÉS NOUVELLES DES DÉBATS DU XII^e CONGRÈS FORESTIER MONDIAL

Dans le droit fil de la sensibilité internationale nouvelle qui s'est manifestée au sommet de Johannesburg, en 2002, il faut tout d'abord noter un très fort accent mis sur le lien (dans les deux sens) entre, d'une part, la réussite des politiques de protection et de gestion durable des forêts et, d'autre part, la justice sociale et la lutte contre la pauvreté, ainsi que la revendication assumée d'un discours humaniste qui met l'homme et les communautés humaines au centre des questions forestières. Ce discours se trouve en rupture avec celui des années 1990 qui insistait

(1) Il y a eu une tentative de perturbation de la cérémonie d'ouverture par une manifestation d'ONG nord-américaines contre le "Congrès des assassins de la forêt". En rupture avec la tradition des précédents congrès forestiers mondiaux, les plus hautes autorités du pays (Premier ministre canadien et Premier ministre québécois) n'étaient pas présentes à la cérémonie d'ouverture. Les interventions des ministres fédéraux et québécois de la forêt ont par ailleurs été caractérisées par un profil exceptionnellement discret au regard de la politique forestière du pays hôte.

(2) Rapport récent de la Vérificatrice générale du Québec.

beaucoup plus sur la dimension de nature. La prise en compte du volet environnemental des politiques et des gestions forestières est désormais un acquis pour tous, jamais remis en cause, mais qui, allant de soi, ne mérite plus les prises de positions passionnées des 15 dernières années. Il faut cependant noter un certain malaise diffus des forestiers vis-à-vis du concept d'approche "écosystémique", très en vogue internationalement mais qui semble oublier ou sous-estimer la place de l'homme et des communautés humaines, ainsi que l'émergence de références encore timides à des approches "systémiques", plus intégrantes, où l'action avec et sur les communautés humaines est prise en compte.

Le bilan des années 1991-2003, séparant les congrès forestiers mondiaux de Paris et de Québec, reste encore difficile à dresser. Il existe, certes, une vive conscience des progrès très importants faits en matière de connaissances, de concepts et d'outils au cours de ces années, mais elle cohabite avec la conviction qu'il n'y a pas d'innovations fortes à attendre à court terme et la certitude que les forestiers ont déjà en main tous les outils nécessaires pour agir et répondre aux défis de demain. La tonalité dominante est cependant à une certaine désillusion sur l'écart énorme entre les espoirs du début des années 1990 et la situation sur le terrain. Ceci s'explique en grande partie par le constat amer et assez généralisé du fossé séparant, d'une part, une reformulation très forte des politiques forestières et une multitude d'initiatives concrètes sur le terrain et, d'autre part, la difficulté à obtenir des résultats tangibles, démontrant à la société que la direction est bonne et que les premiers effets sont au rendez-vous.

D'une certaine manière, il existe un sentiment diffus que tout est allé un peu trop vite dans les années 1990 en matière d'innovations conceptuelles et d'outils afférents ; il en résulte qu'un nombre élevé de personnes utilise un nouveau vocabulaire sans bien en comprendre toutes les implications ; il apparaît clairement qu'un effort très insuffisant a été consenti en matière de formation initiale et continue dans ce domaine, ainsi qu'en matière de réorganisation des structures et des méthodologies de travail. Dès lors, se manifeste, dans une forte majorité de prises de paroles, le besoin d'un retour fort à la "vérité terrain" (il n'y a que cela de vrai), seul comptant ce qui se fait localement, au plus proche des peuplements forestiers et des communautés locales. Parallèlement, au regard des maigres résultats des discussions "onusiennes" sur la forêt, l'enthousiasme pour les débats internationaux semble sérieusement baisser, en même temps qu'il s'impose un assez fort consensus pour estimer que les approches les plus fructueuses des années 1990, et celles qui présentent encore le plus de potentialités de dynamique et de progrès, sont les 9 processus de concertation écorégionale.

Ce climat désenchanté s'explique également par deux raisons complémentaires. D'une part, pratiquement partout dans le monde, la forêt n'est plus désormais une priorité politique et financière, tous les budgets des politiques forestières nationales et de l'aide internationale au secteur forestier étant en fort repli, alors que la priorité politique revient clairement vers le secteur agricole. D'autre part, les forestiers ont progressivement acquis la conviction (qui n'allait pas de soi dans leur univers culturel dominant) que les problèmes forestiers sont inséparables, tant au niveau de leur analyse que de leurs solutions, de ce qui se passe hors forêt. Les forestiers reconnaissent désormais sans réticences la légitimité et l'urgence d'approches trans-sectorielles et d'aménagement intégré des territoires ruraux ; mais cette évolution psychologique notable se heurte à un sentiment plus ou moins bien formulé que les partenaires potentiels n'ont pas fait le même chemin ou ne veulent pas reconnaître l'enjeu forestier et respecter les caractéristiques spécifiques de la forêt et du secteur forestier.

Il faut noter la mise en avant insistante (et presque obsessionnelle dans tous les discours et débats) des droits des peuples autochtones sur leurs territoires ancestraux, et du besoin de leur déléguer des responsabilités nouvelles étendues en matière de gestion forestière, bien qu'il ne soit pas présupposé (à la différence de la tonalité dominante du V^e Congrès mondial des parcs

de Durban, début septembre 2003) que leurs modes traditionnels de gestion soient automatiquement durables dans le nouveau contexte démographique, économique, social et culturel. Ceci s'accompagne d'un retour en force du discours sur la foresterie communautaire des années 1980, érigé en concept "politiquement correct" (car lié au discours sur les peuples autochtones) et donc à ce titre "non critiquable", alors que le XI^e Congrès forestier mondial, à Antalya, avait marqué un très intéressant début de réflexion critique (à partir des expériences de terrain, avec des sociologues et des ethnologues) sur le cahier des charges et les limites de ce type d'approche.

Comme ce fut également le cas lors du V^e Congrès mondial des parcs de Durban, il se manifeste, sur le plan des idées comme des expérimentations, une très forte mobilisation (et pas seulement dans les pays industrialisés) sur la question de la rémunération des services environnementaux de la forêt. Le lien entre, d'une part, la couverture et la gestion forestières et, d'autre part, la disponibilité, en quantité et en qualité, de la ressource en eau potable et le coût pour la collectivité de cette eau est le lieu d'expérimentations pratiques de rémunération du maintien de la forêt (cas des pays en voie de développement) ou de types particuliers de gestion forestière (cas des pays industrialisés). La question de la protection de la diversité biologique en forêt fait également l'objet d'initiatives intéressantes en Amérique latine, avec le support des grandes ONG nord-américaines. Conceptuellement, l'innovation dans les deux cas passe par un glissement allant des travaux sur la comptabilité environnementale, qui cherchent à évaluer en termes monétaires les bénéfices découlant de la protection et de la gestion de la forêt, vers une approche empirique qui privilégie les interventions modifiant les comportements des acteurs. Une telle évolution n'est sans doute pas totalement indépendante de la montée d'un débat sur les relations villes-forêts, via une prise de contrôle des urbains sur les décisions relatives à l'aménagement des territoires ruraux sous influence, ce débat émergeant aussi bien dans les pays développés qu'en développement.

De façon plus ponctuelle, il convient également de noter :

- un sentiment de révolte contre la corruption de la haute fonction publique et de la classe politique dans de nombreux pays, dénonciation qui est revenue comme un leitmotiv dans un nombre important de sessions dès qu'il est question des blocages rencontrés dans la mise en œuvre des idées issues de la décennie des années 1990 ;
- l'innovation que représente la place officielle donnée à la propriété forestière familiale en séance plénière, en plus de la première conférence internationale de l'Alliance internationale de la propriété forestière familiale, qui s'est déroulée en marge du congrès et qui doit beaucoup à une initiative française en lien avec les Canadiens ;
- la place grandissante, surprenante du point de vue de la culture latine et du rationalisme de la culture forestière héritée des écoles allemande et française, donnée à la dimension spirituelle de la forêt, probablement sous l'influence des préoccupations relatives aux "peuples premiers" vivant en forêt, mais aussi de la résurgence d'un certain panthéisme, promu par certains courants d'idées romantiques (la Nature originellement bonne, et régénératrice de l'homme corrompu par la société) et par des mouvements d'opinion appartenant plus ou moins à la mouvance de l'écologie radicale ;
- l'émergence d'une série de points sensibles dans l'expression orale et écrite des forestiers, points qui dénotent tous la perception d'un enjeu montant en même temps qu'un certain malaise vis-à-vis de la capacité actuelle à assumer un discours clair et volontariste sur ces sujets. Ceci concerne les corridors écologiques, la corruption, la place des industries du bois dans un discours sur la gestion durable, le rôle des plantations dans l'approvisionnement en bois et dans la préservation de la diversité biologique, le transfert de la propriété forestière de l'État vers les communautés locales, la décentralisation des prises de décisions en matière de gestion, le rôle

et la place de l'État dans la politique forestière et la gestion des forêts, la diversité nouvelle des sources de données sur la déforestation⁽³⁾...

QUELQUES APPROCHES THÉMATIQUES D'ACTUALITÉ

Diversité biologique en forêt

Le président américain du Pinchot Institute a plaidé avec vigueur en faveur d'un zonage *a priori* du territoire, débouchant sur un compromis avec les "conservationnistes", passant par une désintensification de la gestion forestière, voire la mise en réserve intégrale de vastes territoires, en échange de la possibilité d'une gestion très intensive sur des territoires réduits, à fortes potentialités forestières et sans grand enjeu pour la biodiversité. Un conférencier canadien a insisté sur les problèmes à gérer en matière de biodiversité dans la perspective d'un changement climatique qui risque de rendre caduques certaines stratégies actuelles de protection ; les Canadiens ont effectué un énorme travail dans ce domaine. Beaucoup des préoccupations exprimées lors de cette session ont tourné autour de la nécessité de dresser un bilan intégré des plantations et de leur place possible dans une stratégie territoriale de protection de la biodiversité qui soit compatible avec la satisfaction des besoins en bois. Il y a une forte focalisation du débat sur la contribution possible des plantations (et de quels types de plantation ?) à résoudre tout ou partie des problèmes liés à l'augmentation de la demande en produits forestiers, à la protection des forêts naturelles, au stockage du carbone, et aux besoins et attentes contradictoires des populations rurales et urbaines, ce qui brouille un peu la visibilité des options en matière de politique forestière.

Changements climatiques et forêt

La session a rappelé l'ampleur des incertitudes restant dans le bilan mondial du cycle du carbone et dans l'appréciation exacte du rôle des océans et des forêts. Il n'a pas été caché que la rapidité de l'évolution climatique posera de gros problèmes à certaines espèces végétales, multipliant les peuplements en situation de stress, et que certaines forêts risquent de devenir temporairement des sources de carbone. Les forêts sont à la fois une partie du problème et une partie de la solution, mais il sera indispensable de jouer sur un grand nombre de contributions forestières (réduire la déforestation, revoir l'aménagement du territoire, créer de nouvelles plantations, modifier les sylvicultures, développer l'agroforesterie, promouvoir les bio-énergies, stocker du bois dans la construction...) pour apporter une contribution à la lutte contre l'accroissement de l'effet de serre, économiquement intéressante, stratégiquement significative mais limitée dans le temps et en quantité. L'approche actuelle du protocole de Kyoto, conduisant à ne s'intéresser qu'aux stocks de carbone en forêt, en ignorant les répercussions sur l'industrie du bois, a été critiquée. Les limites des approches stratégiques et politiques des États, s'engageant et faisant comme si les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre ou de plantations pour créer de nouveaux stocks de carbone peuvent être mises en œuvre sans respecter les contraintes des communautés locales, ont été soulignées, à partir de l'exemple de l'Inde. Un accord s'est néanmoins dégagé pour considérer que le prochain cycle de négociation, après 2006, devra prendre en compte le bois-énergie et le bois matériau. Un expert canadien a présenté l'énorme travail accompli au Canada en matière de création d'une comptabilité nationale du

(3) Les chiffres de la FAO en matière de déforestation (14,5 Mha par an) ont été contestés, au sein du groupe de rédaction de l'énoncé final du congrès, par deux experts des États-Unis et du Canada, mais aussi par le représentant du WWF, à partir des analyses de l'ESA (publication récente dans *Science*) et de la NASA (environ 6 Mha par an).

carbone en forêt, à partir d'une approche stratifiée en quatre niveaux spatiaux. On voit clairement émerger un lien et des interactions entre les préoccupations relatives respectivement à la diversité biologique et aux changements climatiques.

Politiques forestières

Un expert chilien a présenté le concept canadien des "forêts modèles" adapté à son pays. L'objectif est de trouver un mode de gestion extensif, imaginé par les habitants (puis reformulé et formalisé par des scientifiques et sociologues) mais rentable pour les populations locales, permettant ainsi d'éviter les défrichements et les dégradations de la qualité biologique. Le cas présenté a abouti à donner un revenu supplémentaire de 30 US dollars par mois à chaque famille, et à développer un réseau d'amitiés qui permet de désamorcer à temps les initiatives néfastes pour l'environnement. Ce type d'approche, soutenu par les autorités politiques nationales, se heurte néanmoins à l'opposition nette des forestiers et des fonctionnaires locaux qui perdent leurs pouvoirs. À partir d'un exemple précis en Colombie, portant sur la politique d'acquisition foncière pour créer une réserve, un sociologue a montré le coût social élevé de ce genre d'option et plaidé pour la création d'un fonds qui consacrerait les mêmes sommes à une dynamique de gestion locale participative respectueuse des ambitions de la réserve. Un forestier tchèque a expliqué que son gouvernement veut réduire la récolte de bois, afin de mener une politique de mise en réserves sans augmenter les importations de bois, conduisant à favoriser les matériaux concurrents du bois. Un responsable forestier espagnol a présenté les difficultés rencontrées par son pays à mettre en place des stratégies participatives lorsqu'il existe un groupe de pression très bien structuré (les industries du bois) face à des acteurs atomisés qui peinent à discuter ensemble sans se disputer. Ceci a conduit l'Espagne à une solution originale qui a été de faire précéder les discussions thématiques par des discussions par segment de la société (forestiers, élus, société civile, industriels), ce qui a permis de gérer dans un second temps une procédure mettant les partenaires sur un pied de plus grande égalité. Un expert africain a montré la multiplication des initiatives exogènes (processus régionaux politiques, grandes ONG internationales, donateurs qui veulent chacun leur projet géré selon leurs normes...) se développant sur les forêts d'Afrique centrale, conduisant à des duplications et à une situation désastreuse en termes de coordination, d'allocation optimale des ressources et d'intégration de la forêt dans le développement rural. Il a plaidé en faveur d'une approche coordonnée par thématique avec introduction d'un facilitateur étranger aux projets. Les problèmes relatifs aux écarts croissants entre les énoncés politiques et les moyens affectés à leur mise en œuvre ont été soulignés par les débats, ainsi que les problèmes de corruption.

Prospective en matière de politique forestière

La session a montré que l'avenir des forêts se jouera en large partie hors des forêts, et les différents types de société ont des visions et des besoins très différents en matière d'aménagement de leurs espaces ruraux et périurbains, de couverture forestière, de types de forêts et de produits forestiers. L'urbanisation croissante, l'évolution démographique, les évolutions technologiques et le mode de fonctionnement plus ou moins démocratique de la société ont et auront de plus en plus d'impact sur les politiques forestières. Les forestiers doivent donc apprendre à développer une vision moins technocentrique que la base de leur culture dominante actuelle. Les grands modèles théoriques américains reliant l'évolution économique et l'environnement échouent à prendre en compte la complexité du secteur forestier. La rapidité du changement du contexte interne et externe des politiques forestières confère une importance cruciale aux systèmes d'évaluation des politiques et aux inventaires forestiers et écologiques, alors même que des économies sont traditionnellement faites dans ces domaines. Le débat a mis en évidence l'impact

pratique à court et moyen termes sur les politiques forestières de nombreux pays des questions relatives aux droits des populations autochtones, aux exigences des populations urbaines, ainsi que des inévitables négociations sur la priorité respective des règles de l'OMC et des conventions internationales environnementales. L'exemple de l'écocertification a montré à tous comment un outil conçu pour traiter d'un problème peut en fait échapper complètement à la logique qui a présidé à son élaboration et vivre une vie autonome.

CONCLUSIONS PROVISOIRES

Comme à l'issue du V^e Congrès mondial des parcs (Durban, septembre 2003), il est possible de faire l'hypothèse qu'une période est en train de s'achever et qu'une certaine désillusion suit 10 à 20 ans d'un cycle dynamique qui a culminé dans les années 1991-95. Il serait néanmoins illusoire d'en conclure que le secteur forestier serait en train d'en terminer avec un effet de mode environnementale qui aurait duré une trentaine d'années, et qu'il serait désormais en mesure de renouer avec des grilles d'analyses sociales et économiques antérieures, plus classiques au regard d'une culture issue des années 1827-1970, un peu bousculée par les années 1970-2000.

En effet, les participants à ce XII^e Congrès forestier mondial n'ont en rien renié les acquis de cette période 1991-2003. Les interventions et les débats se sont construits sur cette base, et l'assument pleinement. La volonté forte de revenir à la vérité du terrain et de donner une plus grande place aux communautés locales, sans que ne se dessine encore clairement la perspective d'un nouveau cycle d'idées et d'innovations, comparable à celui qui avait culminé au sommet de Rio de Janeiro, correspond bien à la sensibilité mondiale dominante qui s'est exprimée lors du sommet de Johannesburg. Beaucoup des tonalités nouvelles du congrès de Québec peuvent d'ailleurs se reformuler en termes de "gouvernance", préoccupation commune à toutes les réunions mondiales depuis 2000.

Les congrès forestiers mondiaux, qui ne sont pas des enceintes inter-gouvernementales, demeurent bien à la fois un thermomètre politique et culturel mondial, un "check up" du secteur forestier, une gigantesque université de formation continue, une enceinte favorisant les contacts professionnels au-delà des seules affinités géographiques et culturelles, un moment d'appropriation consciente des courants d'idées qui se manifestent au niveau international, et le lieu de la formalisation par les partenaires du secteur forestier d'un certain consensus technico-politique mondial sur les enjeux et chantiers majeurs pour les prochaines années, en interaction évidente avec l'évolution générale de la société.

Christian BARTHOD

Vice-président du XII^e Congrès forestier mondial
Sous-Directeur des Espaces naturels
Direction de la Nature et des Paysages
MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
20, avenue de Ségur
F-75732 PARIS 07 SP
(christian.barthod@environnement.gouv.fr)

Mes remerciements vont à Claire Hubert, sous-directrice de la Forêt et du Bois au ministère chargé des Forêts, et à Jean-Paul Lanly, IGGREF e.r., dont les comptes rendus et commentaires ont permis de compléter mon analyse du congrès.

XII^e CONGRÈS FORESTIER MONDIAL ÉNONCÉ FINAL

LA FORÊT, SOURCE DE VIE

*« Le sujet des forêts est lié à tous les aspects
de la problématique et des solutions du développement et de l'environnement »
(Conférence des Nations-Unies sur l'Environnement et le Développement, 1992)*

Les forêts sont une source de vie : pour la planète et pour ses habitants.

Québec, Canada
28 septembre 2003

Toutes les sociétés dépendent de la forêt et doivent assumer une responsabilité en matière de biodiversité, de régulation du climat, d'air pur, de conservation des sols et de l'eau, de sécurité alimentaire, de produits ligneux et non ligneux, de contributions énergétiques, de produits médicinaux et de valeurs culturelles.

Le Congrès est persuadé qu'il est possible de concilier les besoins de la planète avec ceux de ses habitants et que les forêts ont un potentiel considérable pour apporter une contribution vitale à la sécurité environnementale, à la réduction de la pauvreté, à la justice sociale, à l'amélioration du bien-être humain ainsi qu'à l'équité pour les générations actuelles et futures.

Le Congrès est impressionné par les importants progrès réalisés dans ces domaines grâce à l'élaboration de principes et de pratiques, de concepts et d'outils ; dans le cadre de traités mondiaux et régionaux ou de programmes nationaux ; grâce à divers types de partenariats entre les gouvernements, les organismes internationaux, les sociétés commerciales et les organisations non gouvernementales ; et dans le cadre de diverses activités au niveau local, notamment qui impliquent les communautés relativement à la propriété, à la prise de décisions et à la gestion, augmentant ainsi les possibilités d'améliorer leurs moyens d'existence.

En revanche, le Congrès s'inquiète grandement de la perte permanente de couvert forestier et sa dégradation qui se poursuivent à un rythme alarmant et qui résultent, en grande partie, d'activités externes au secteur forestier. Si les forêts continuent de subir les pressions actuelles, tous les humains en souffriront. Les gens vivant dans les pays à faible couvert forestier, les peuples autochtones et les habitants des collectivités locales sont particulièrement vulnérables. Il est nécessaire de faire cesser l'écart grandissant entre les tendances actuelles et le potentiel qu'offrent les forêts pour contribuer aux besoins des sociétés, étant donné la demande croissante de produits et de services provenant de la forêt.

En conciliant les besoins des gens et ceux de la planète, relativement aux forêts, le monde peut progresser en regard du développement durable. Toutefois, cette harmonisation ne pourra se faire uniquement au sein de la communauté forestière. Des liens devront être établis avec les autres secteurs de la société ainsi qu'avec toute la gamme d'intervenants concernés.

Le Congrès lance un appel à tous afin d'obtenir un engagement réel et sans délai en vue de relever ce défi à long terme.

Nous envisageons l'avenir avec :

UNE JUSTICE SOCIALE où la pauvreté est atténuée, où les moyens d'existence sont assurés, où la nourriture et le bois de feu sont disponibles pour tous, où les droits fonciers et la propriété sont reconnus, où l'accès aux ressources est assuré ; où les droits et les avantages des travailleurs forestiers sont renforcés, où l'équité entre les sexes est réalisée, où l'équité entre les générations est visée, où l'accès à l'éducation, à la formation et aux services de santé sont garantis ; où les savoirs traditionnels sont respectés et où prévaut la paix.

DES BÉNÉFICES ÉCONOMIQUES où est prise en compte la valeur complète des biens et des services forestiers, renouvelables et écologiquement sains, produisant un flux continu de bénéfices ; où l'aménagement forestier durable est rentable ; où des mécanismes de compensation sont présents et où l'industrie des produits forestiers opère d'une manière compétitive.

DES FORÊTS SAINES qui procurent toute la gamme des produits et des services tout en conservant les sols, en protégeant la biodiversité, en régulant le climat, en fixant le carbone ; où le morcellement des forêts décroît, le déboisement diminue, la dégradation cesse et le couvert forestier augmente.

UNE UTILISATION RESPONSABLE où les ressources forestières sont utilisées et transformées efficacement et où la consommation est durable.

Et où :

LA GOUVERNANCE est participative, transparente et responsable, la gestion et la prise de décisions sont décentralisées, les gens se prennent en main et les partenariats s'épanouissent.

LES DÉLIBÉRATIONS INTERGOUVERNEMENTALES sur les forêts se traduisent en actions.

LA RECHERCHE, L'ÉDUCATION et LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS favorisent une meilleure compréhension des avantages que présente la forêt, de sa dynamique, des relations complexes entre les écosystèmes et le bien-être humain, de l'impact des activités humaines et de l'aménagement sur les forêts.

Les participants au Congrès sont résolus à faire rapidement des progrès, pour réduire l'écart entre la situation actuelle et la vision à long terme décrite ci-dessus. Il en va de notre intérêt à tous. Nous reconnaissons que les forêts font partie d'un ensemble plus vaste, qu'elles sont liées de manière fondamentale à d'autres secteurs et qu'on ne peut les traiter comme des enclaves dans une biosphère formant un tout.

Pour que cette vision puisse se concrétiser, les participants au Congrès ont mis en évidence les préalables suivants :

- un engagement politique soutenu et un financement approprié ;
- un secteur forestier fort et responsable ;
- des liens avec les autres intervenants et les autres secteurs ;
- une coopération internationale soutenue et plus efficace ;
- des politiques fondées sur les meilleures connaissances et techniques disponibles ;

- des compétences pertinentes pour relever les défis que posent la complexité du problème et les objectifs multiples poursuivis ;
- une reconnaissance du capital considérable en cultures variées, en connaissances et en bonnes pratiques provenant des peuples autochtones et des communautés locales ;
- un aménagement des forêts et des arbres, aux niveaux local et régional, en interrelation avec les zones peuplées, les systèmes agroforestiers, les ressources non ligneuses et les autres ressources naturelles.

Les participants au Congrès s'engagent et demandent avec insistance au monde entier de poursuivre activement les préalables ci-dessus et d'accélérer les progrès par le biais des stratégies et actions suivantes :

POLITIQUES, INSTITUTIONS ET GOUVERNANCE

- Formuler et appliquer les dispositions législatives qui traitent de l'aménagement durable des forêts.
- Reconnaître et respecter les droits des propriétaires, des peuples autochtones, des utilisateurs et des travailleurs, ainsi que protéger les valeurs culturelles.
- Établir des ententes de gouvernance efficaces assurant une participation réelle, un partage équitable des bénéfices et permettant la création de différents modèles de régimes fonciers et d'accès aux ressources, appropriés au contexte local.
- Élaborer des politiques forestières et mettre en œuvre des programmes afin de réduire le déboisement et la dégradation des forêts en cohérence et en synergie avec les politiques des secteurs connexes.
- Encourager les mesures incitatives positives et abolir les mesures incitatives ayant des impacts négatifs.

PARTENARIATS

- Faire appel à l'énergie et au talent des jeunes pour l'aménagement durable des forêts.
- Encourager les partenariats de type coopératif impliquant les femmes, les propriétaires forestiers, les peuples autochtones, les organisations non gouvernementales, les communautés locales, l'industrie et les organisations publiques.
- Encourager les partenariats régionaux et internationaux actifs, y compris les partenariats entre les institutions privées et publiques.

RECHERCHE, ÉDUCATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

- Mettre en œuvre à tous les niveaux des programmes de formation et des programmes de vulgarisation conçus pour favoriser l'innovation et renforcer les attitudes et comportements positifs à l'égard de la forêt.
- Revoir les programmes de formation afin d'inclure les dimensions interdisciplinaires de même que les aspects régionaux et mondiaux.
- Utiliser la complémentarité existant entre les savoirs scientifique et traditionnel.
- Augmenter les investissements en recherche, en diffusion de l'information et en processus de formation pour soutenir toutes les stratégies proposées.

AMÉNAGEMENT DES FORÊTS

- Élaborer et rendre disponibles des méthodologies permettant d'évaluer, de faire rapport et de gérer la gamme complète des produits forestiers.
- Promouvoir l'harmonisation des usages et les activités visant à apporter de la valeur aux services et aux produits forestiers.
- Améliorer l'aménagement des bassins versants et intensifier les activités de remise en valeur et de restauration du paysage forestier afin d'améliorer les moyens de subsistance, d'augmenter le couvert forestier, de mettre en valeur la diversité et les fonctions biologiques et de réduire au minimum l'impact des espèces exotiques envahissantes.
- Favoriser les forêts plantées et la plantation d'arbres hors forêts, y compris dans les zones urbaines, afin de contribuer au développement durable.
- Prévenir, gérer et combattre les feux de forêt et restaurer les terres forestières au besoin.

SUIVI

- Encourager la reconnaissance réciproque entre les processus de critères et indicateurs et les systèmes de certification, couvrant les dimensions économique, environnementale, culturelle et sociale de l'aménagement forestier durable.
- Élaborer des outils permettant de mieux suivre, évaluer et faire rapport sur l'état des forêts et sur les progrès réalisés dans l'atteinte de l'harmonie entre les besoins des gens et ceux de la planète.

Les participants au Congrès prennent l'engagement de poursuivre la vision et les stratégies énumérées ci-dessus avec une résolution et une vigueur renouvelées afin de s'assurer que les forêts contribuent grandement à la réalisation des Objectifs de développement des Nations-Unies pour le Millénaire ainsi que d'autres objectifs convenus au niveau international.

Le Congrès invite tous les gouvernements, institutions publiques, organismes professionnels, sociétés privées, coopératives, communautés et individus à poursuivre, de façon urgente et avec un engagement total, la vision et les stratégies contenues dans cet Énoncé. Le Congrès leur demande également de promouvoir ces stratégies auprès des organismes et des milieux professionnels d'autres secteurs, afin de renforcer les ressources et les efforts consacrés à la réalisation de ces objectifs.

Le Congrès demande à la FAO de présenter une évaluation des progrès réalisés vers l'atteinte des stratégies contenues dans cet Énoncé lors du XIII^e Congrès forestier mondial et, d'ici-là, de promouvoir l'énoncé dans les autres forums appropriés.

Le Congrès exprime son appréciation sincère et sa reconnaissance envers *Ressources naturelles Canada* et le *Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs du Québec*, qui, ensemble, ont constitué l'institution hôte, ainsi qu'à la FAO et à toutes les personnes et organismes qui ont permis la réalisation de ce Congrès.

Les participants au Congrès invitent le Canada à faire valoir cet Énoncé auprès des organismes pertinents afin de réaliser les engagements nécessaires à tous les égards dans la poursuite de cette vision.

28 septembre 2003

LE XII^e CONGRÈS FORESTIER MONDIAL (Résumé)

Le XII^e Congrès forestier mondial a eu lieu du 21 au 28 septembre 2003, à Québec, Canada, et a rassemblé 4 061 participants venant de plus de 140 pays. Les participants constituent un échantillon représentatif de la société intéressée aux forêts, y compris des personnes de communautés rurales, des propriétaires de forêts privées, des travailleurs forestiers, des peuples autochtones, des jeunes, de l'industrie, des ONG environnementales et autres, du milieu scientifique et de l'éducation, de divers niveaux de gouvernement et d'organisations internationales. On y a abordé une vaste gamme de questions sous le thème du Congrès : *La forêt, source de vie*, dans les trois domaines du programme : *Des forêts pour les gens*, *Des forêts pour la planète*, et *Des gens et des forêts en harmonie*. L'Énoncé final représente les points de vue du Congrès. Il identifie les secteurs prioritaires et est destiné à encourager la prise de décisions et l'action par ceux concernés par les divers aspects de la foresterie et des forêts, de même que dans des secteurs connexes.

THE XII WORLD FORESTRY CONGRESS (Abstract)

The XII World Forestry Congress was held in Quebec, Canada on September 21-28, 2003. 4 061 people attended from more than 140 countries forming a representative sample of the population involved in forestry and forests, including people from rural communities, owners of private forests, forest workers, indigenous and young people, industry, environmental and other NGOs, the scientific and educational community, various levels of government and international organisations. A very broad range of subjects were dealt with under the theme of the congress – Forests, Source of Life – in the thematic areas of the programme – Forests for People, Forests for the Planet and People and Forests for Harmony. The Final Statement reflects the viewpoints of the Congress and identifies priority areas. It is intended to encourage decision-making and action by the stakeholders in the various aspects of forestry and forests together with forest-related sectors.